



23 janvier 2026

## **Sonia LeBel, menaces de fermeture et compressions anticipées**

### *3. Sonia LeBel quittera la vie politique*

Sonia LeBel, ministre de l'Éducation, [a annoncé son départ de la vie politique](#) à la fin de son mandat actuel. Elle ne se présentera donc pas comme candidate aux futures élections, ni comme candidate à la succession de François Legault à titre de première ministre et cheffe de la CAQ. Cette annonce signifie également que le poste de ministre de l'Éducation ne se retrouvera pas orphelin dans les prochaines semaines : Sonia LeBel continuera d'exercer ses fonctions de ministre jusqu'aux élections prévues à l'automne.

### *2. Des petites écoles menacées de fermeture*

Cette semaine, nous apprenions qu'une école du CSS de Kamouraska – Rivière-du-Loup est de nouveau [menacée de fermeture](#) en raison d'un manque d'inscriptions. En parallèle, le CSS des Monts-et-Marées a annoncé [par voie de communiqué](#) que des bâtiments scolaires pourraient ne plus accueillir d'élèves dès la prochaine rentrée, et ce, afin de maintenir des services éducatifs pour tous les élèves.

Il est aussi prévu de fermer des écoles ou de tenir des réflexions à ce sujet dans les régions de la Gaspésie, de la Côte-Nord et du Saguenay – Lac-Saint-Jean, selon les parents engagés de ces régions. Des situations qui font craindre pour la vitalité de ces milieux et pour la qualité de vie des familles.

### *1. D'autres compressions anticipées*

La Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ) [craint des compressions en éducation de 300 à 500 millions \\$ l'an prochain](#), si la hausse des dépenses se limite au 1,8% annoncé. La FCSSQ anticipe une diminution importante des services aux élèves si le budget provincial est déposé ainsi en mars, car les nouveaux investissements ne couvriront pas la hausse globale des coûts.

Cette nouvelle s'ajoute [aux coupures de 13 millions \\$](#) dans les programmes finançant la culture à l'école et les sorties scolaires en milieu culturel, annoncées pour l'an prochain.

Une [mise à jour des indices de défavorisation des écoles](#) pourrait aussi vouloir dire moins de ressources pour des établissements. Une amélioration au classement, jusqu'à maintenant basé sur des données de 2016 et qui sera mis à jour avec des données de 2021, n'est donc pas une bonne nouvelle pour les écoles et les élèves.